



Règlement 10-10

Procédure douanière à l'exportation / procédure de taxation à l'exportation en libre pratique

Les règlements représentent les dispositions d'exécution du droit douanier et des actes législatifs de la Confédération autres que douaniers. Ils sont publiés afin de garantir une application uniforme du droit.

Aucun droit allant au-delà des dispositions légales ne peut en être déduit.

Liste des abréviations	3
1 Étapes de taxation dans la procédure douanière	5
1.1 Conduite des marchandises	6
1.2 Présentation en douane et déclaration sommaire	6
1.3 Déclaration	7
1.3.1 Généralités	7
1.3.2 Forme de la déclaration en douane d'exportation (DDE) ou de la déclaration des marchandises à l'exportation (DM-E) en libre pratique	7
1.3.3 Déclaration simplifiée	8
1.3.3.1 Déclaration en douane simplifiée pour les envois en petites quantités et d'une valeur insignifiante au moyen d'e-dec export ou d'e-dec export web ou sur support papier.....	8
1.3.3.2 Déclaration des marchandises simplifiée à l'exportation en libre pratique au moyen de Passar.....	9
1.3.3.3 Marchandises exclues	9
1.3.4 Indications concernant la déclaration de marchandises réglementées au moyen d'e-dec export et d'e-dec web	9
1.3.4.1 Indications concernant l'assujettissement au permis.....	9
1.3.4.2 Indications concernant l'assujettissement aux ALAD	10
1.3.5 Indications concernant la déclaration de marchandises réglementées au moyen de Passar	10
1.3.6 Demande de remboursement en procédure spéciale dans le trafic de perfectionnement actif et taxation sous le régime du perfectionnement actif ou passif	10
1.3.7 Demandes de remboursement.....	11
1.3.8 Preuves d'origine	11
1.3.9 Autres documents d'accompagnement	11
1.4 Contrôle sommaire	12
1.5 Acceptation de la DDE ou acceptation et activation de la DM-E	13
1.6 Sélection.....	14
1.6.1 Sélection dans e-dec export.....	14
1.6.2 Sélection dans Passar exportation	15
1.7 Contrôle.....	15
1.7.1 Contrôle formel des DDE acceptées ou des DM-E activées.....	15
1.7.1.1 Généralités	15
1.7.1.2 Nouvelle présentation d'une déclaration en douane ou d'une déclaration des marchandises contestée	16
1.7.2 Vérification	16
1.8 Établissement et notification de la décision de taxation	17
1.8.1 Généralités	17
1.8.2 Libération en vue du traitement ultérieur	17
1.8.3 Établissement de la décision de taxation.....	17
1.8.4 Établissement de duplicata	18
1.9 Libération et enlèvement des marchandises.....	19
2 Particularités	20
2.1 Déclaration en douane ou déclaration des marchandises subséquente pour marchandises à l'exportation non déclarées	20
2.2 Révocation de décisions de taxation à l'exportation ou nouvelles décisions de taxation à l'exportation	21
3 Calendrier et délais	22
4 Bases légales	22

Liste des abréviations

Terme / abréviation	Signification
activation	processus technique déclenchant le caractère contraignant d'une déclaration des marchandises préalablement transmise. L'activation a généralement lieu lors du franchissement de la frontière.
AFC	Administration fédérale des contributions
ALAD	actes législatifs autres que douaniers
Bases	OFDF, Bases, Taubenstrasse 16, 3003 Berne
CCM	certificat de circulation des marchandises
Chartera Input	application servant à transmettre par voie électronique à l'OFDF les documents d'accompagnement des déclarations des marchandises
Chartera Output	application servant à aller chercher les déclarations des marchandises et décisions de taxation acceptées
COV	composés organiques volatils
DDE	déclaration en douane d'exportation
déclaration des marchandises	remplace à l'avenir l'expression «déclaration en douane» et désigne explicitement les déclarations dans le système Passar
DM-E	déclaration des marchandises à l'exportation
déclaration du transport OFDF	déclaration du transport saisie manuellement par les collaborateurs de l'OFDF dans le cockpit de transport
DTe	décision de taxation électronique
E-Begleitdokument	application servant à transmettre par voie électronique à l'OFDF les documents d'accompagnement des déclarations en douane et les documents relatifs à des demandes
E-Com	module du système douanier e-dec permettant au déclarant et à l'OFDF de communiquer par voie électronique (par ex. en cas de contestations ou de demandes du déclarant)
EDO	entrepôt douanier ouvert
e-Portal	portail électronique de l'administration fédérale mettant à disposition des applications telles que Passar ou le cockpit de transport
form.	formulaire
ID du partenaire commercial	identifiant unique du partenaire commercial
MdOFDF	membre(s) de l'OFDF

Règlement 10-10 – 23 mai 2024

LD	loi du 18 mars 2005 sur les douanes (RS 631.0)
OD	ordonnance du 1 ^{er} novembre 2006 sur les douanes (RS 631.01)
OD-OFDF	ordonnance de l'OFDF du 4 avril 2007 sur les douanes (RS 631.013)
OFDF	Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières
OFEV	Office fédéral de l'environnement
Passar	système informatique pour l'apurement et l'ouverture d'opérations de transit (déclaration des marchandises en transit) dans le cadre de la procédure de transit commun (TC; transit international) et du transit national ainsi que pour la procédure de taxation dans le domaine de la déclaration des marchandises à l'exportation en libre pratique
référencement	lien entre la déclaration ou les déclarations des marchandises et le moyen de transport au moyen de la déclaration du transport
SECO	Secrétariat d'État à l'économie

1 Étapes de taxation dans la procédure douanière

La procédure douanière comprend les actes de l'autorité de taxation et de la partie à la taxation qui sont nécessaires à la surveillance du trafic des marchandises et à la taxation de ces dernières.

Schéma de déroulement de la procédure douanière (e-dec export):

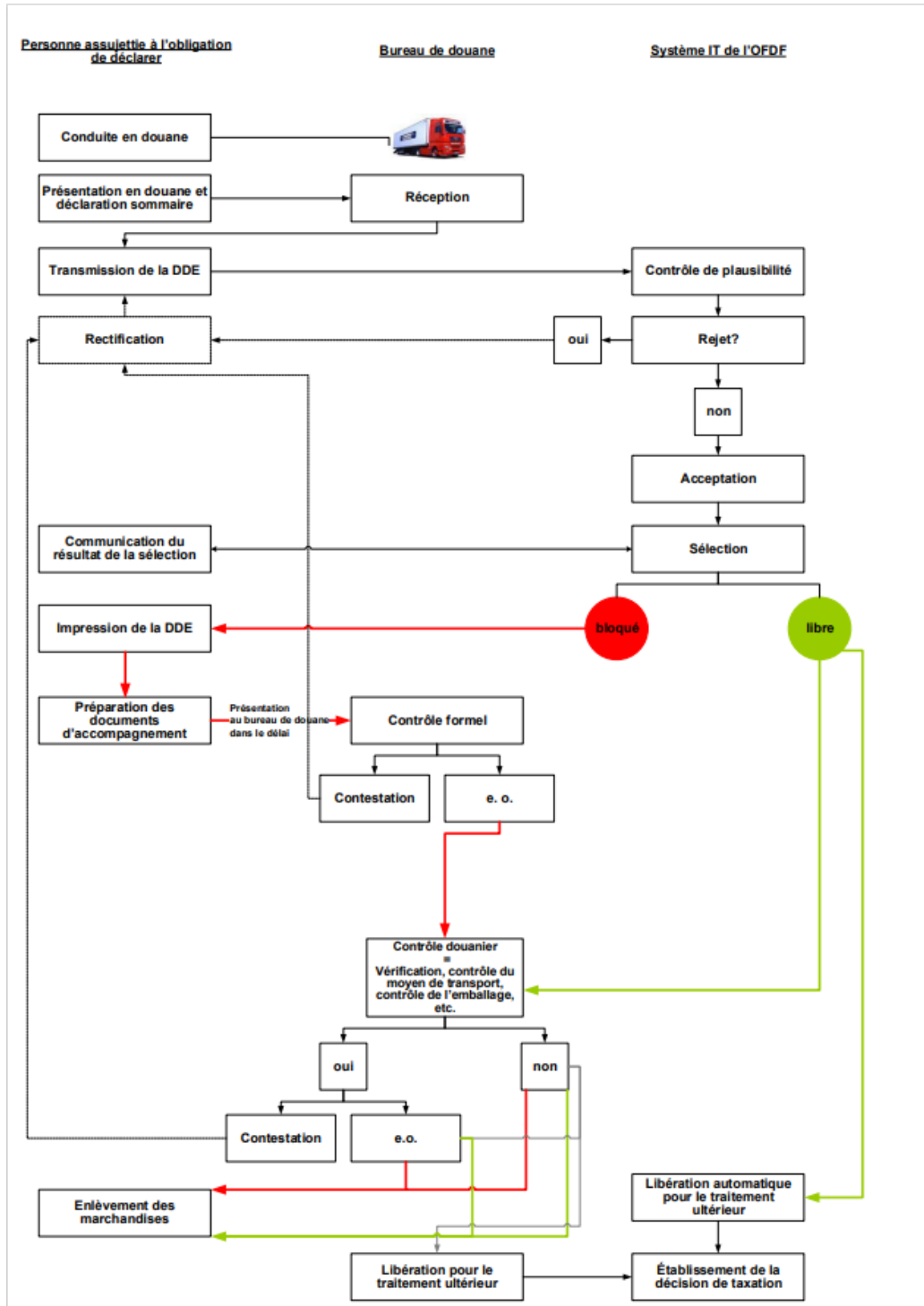


Schéma de déroulement de la procédure de taxation à l'exportation en libre pratique (Passar)

- **Déclaration:** le partenaire commercial transmet la déclaration des marchandises à l'exportation (DM-E) à l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF). Le système vérifie et accepte la DM-E ou envoie un message d'erreur. Une fois que la DM-E a été acceptée, le partenaire commercial a la possibilité de télécharger les documents d'accompagnement par le biais de Chartera Input (facultatif). En outre, il peut corriger ou retirer ces documents de manière illimitée. La DM-E transmise peut être activée dans les 30 jours qui suivent son acceptation. Si elle n'a pas été activée dans ce délai, le système la supprime.
- **Activation:** une fois qu'elle a été activée, la DM-E lie juridiquement le partenaire commercial. Les éventuels compléments doivent être dûment motivés par le partenaire commercial, avant d'être acceptés ou refusés, motifs à l'appui, par le membre de l'OFDF (MdOFDF).
- **Sélection:** les systèmes évaluent la DM-E et génèrent un besoin de contrôle sur la base de divers paramètres. La gravité de ce besoin définit la décision de contrôle (contrôle ou pas de contrôle).
- **Intervention:** un contrôle est effectué en fonction de la décision de contrôle. Si nécessaire,
 - le MdOFDF peut compléter ou refuser la DM-E;
 - le partenaire commercial peut ajouter la DM-E ou introduire une demande de retrait.
- **Décision:** une fois que la procédure a été clôturée ou que la marchandise a été libérée, l'OFDF établit la décision de taxation. Le partenaire commercial peut aller chercher la décision de taxation dans Chartera Output.
- **Traitement ultérieur:** l'OFDF se charge des éventuels processus en aval.

1.1 Conduite des marchandises

([Art. 21](#) et [22 LD](#); [art. 75 OD](#))

Quiconque achemine ou fait acheminer des marchandises vers le territoire douanier étranger doit préalablement les conduire au niveau local compétent et les exporter en l'état après la taxation.

Personnes assujetties à l'obligation de conduire les marchandises (voir chiffre 7.6 du [R-10-00](#)).

Les marchandises qui traversent la frontière douanière doivent emprunter les routes douanières, les débarcadères douaniers et les aéroports douaniers désignés à cet effet par l'OFDF. Sont également réputées routes douanières, pour autant qu'elles franchissent la frontière douanière, les lignes de chemin de fer servant au transport public, les lignes électriques, les conduites, ainsi que d'autres voies de transport et de communication.

1.2 Présentation en douane et déclaration sommaire

([Art. 24 LD](#); [art. 77](#) et [78 OD](#); [art. 3 OD-OFDF](#))

Généralités (voir chiffre 1.3.1 du [R-10-00](#))

1.3 Déclaration

1.3.1 Généralités

([Art. 25](#) à [29 LD](#); [art. 79](#) à [83 OD](#); [art. 5, 6](#) à [15](#) et [20c](#) à [22 OD-OFDF](#))

La personne assujettie à l'obligation de déclarer doit, dans le délai de déclaration (voir [chiffre 3](#)), déclarer en vue de la taxation les marchandises conduites, présentées et déclarées sommairement au niveau local et remettre les documents d'accompagnement.

Déclaration préalable:

Dans **e-dec export**, **Passar exportation** et **e-dec web export**, la personne assujettie à l'obligation de déclarer peut saisir et transmettre la déclaration en douane dans le système au maximum 30 jours avant l'acheminement de la marchandise vers le territoire douanier étranger. Il ne s'agit cependant pas d'une déclaration préalable, car la déclaration en douane ou la déclaration des marchandises transmise n'est pas automatiquement acceptée ou activée (juridiquement contraignante).

1.3.2 Forme de la déclaration en douane d'exportation (DDE) ou de la déclaration des marchandises à l'exportation (DM-E) en libre pratique

([Art. 28 LD](#); [art. 6](#) à [8](#) et [20c](#) à [22 OD-OFDF](#))

La déclaration en douane ou la déclaration des marchandises est une demande de placement sous régime douanier. Elle est en principe effectuée par voie électronique et doit être établie dans l'une des langues officielles de la Suisse ou en anglais. La déclaration du transport fait partie intégrante de la déclaration en douane ou de la déclaration des marchandises.

- **e-dec export:** [manuel e-dec export](#)
La personne assujettie à l'obligation de déclarer transmet la déclaration en douane de son ordinateur au système informatique de l'OFDF. En indiquant son numéro d'entreprise et son numéro personnel (critères d'identification individuels), cette personne déclare assumer la responsabilité des données transmises.
- **Passar exportation:**
La personne assujettie à l'obligation de déclarer transmet la déclaration des marchandises de son ordinateur au système informatique Passar de l'OFDF. En indiquant son ID de partenaire commercial (critère d'identification individuel), cette personne déclare assumer la responsabilité des données transmises.
- **e-dec web export:** [manuel e-dec web](#)
La personne assujettie à l'obligation de déclarer établit et transmet la déclaration en douane dans l'application Internet e-dec web. Une fois que les données ont été transmises au système informatique e-dec web export de l'OFDF, e-dec web export les soumet à un test de plausibilité. Lorsque la déclaration en douane a été transmise avec succès à l'OFDF, le système informatique met la liste d'exportation à disposition.

Les personnes assujetties à l'obligation de déclarer qui utilisent e-dec export ou Passar exportation ne sont pas autorisées à présenter des déclarations en douane avec e-dec web export (voir [art. 8, al. 4, OD-OFDF](#)).

- **Déclaration en douane sur support papier:**
Pour certaines marchandises, la déclaration en douane sur support papier est autorisée (voir [art. 21 OD-OFDF](#)).

Règlement 10-10 – 23 mai 2024

En règle générale, il faut alors utiliser des formulaires spéciaux (par ex. le form. 11.44 pour les tabacs manufacturés avec remboursement).

1.3.3 Déclaration simplifiée

1.3.3.1 Déclaration en douane simplifiée pour les envois en petites quantités et d'une valeur insignifiante au moyen d'e-dec export ou d'e-dec export web ou sur support papier

La personne assujettie à l'obligation de déclarer peut déclarer à l'exportation les envois en petites quantités et d'une valeur insignifiante avec une déclaration en douane simplifiée. Par déclaration en douane simplifiée, on entend:

- une déclaration en douane électronique: type de taxation 8 (taxation en franchise) et numéro de tarif 9999.9999, ou
- un autre justificatif (par ex. facture, bulletin de livraison, copie de la lettre de voiture, etc.). Ce justificatif ainsi que l'éventuelle copie destinée à la personne assujettie à l'obligation de déclarer doivent contenir les indications suivantes:
 - nom et adresse de l'expéditeur;
 - nombre, marques et numéros des colis;
 - masse brute de l'envoi; et
 - valeur de l'envoi.

La personne assujettie à l'obligation de déclarer munit le document de la surimpression suivante, dûment complétée:

Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières	
Déclaration en douane pour le régime de l'exportation	
Désignation de la marchandise: (exempt de permis)	
Lieu et date	Entreprise et signature

Les **merchandises** suivantes **peuvent** être **déclarées** avec la déclaration en douane simplifiée:

- Marchandises de commerce d'une valeur statistique inférieure à 1000 francs et
 - d'une masse nette inférieure à 100 kg, et/ou
 - d'un nombre de pièces (chapitre 91) inférieur à 10, ou
 - d'un nombre de pièces et d'autres unités de mesure inférieur à 100.
- Marchandises non commerciales visées dans la liste des exclusions du chiffre 2.2.2.1 du [R-25](#).

Règlement 10-10 – 23 mai 2024

L'ampleur et la valeur des marchandises non commerciales n'ont pas d'influence sur l'évaluation.

Preuve d'exportation pour l'Administration fédérale des contributions (AFC)

Si, en raison de l'exonération de la TVA grevant les opérations réalisées sur le territoire suisse, la personne assujettie à l'obligation de déclarer désire présenter une déclaration en douane électronique pour un envoi qui pourrait faire l'objet d'une déclaration en douane simplifiée, le niveau local n'est pas habilité à refuser l'acceptation de cette déclaration.

1.3.3.2 Déclaration des marchandises simplifiée à l'exportation en libre pratique au moyen de Passar

La personne assujettie à l'obligation de déclarer peut établir dans Passar une déclaration des marchandises simplifiée à l'exportation sans numéro de tarif si les conditions suivantes sont réunies:

- Marchandises d'une valeur statistique inférieure à 5000 francs et d'une masse brute inférieure à 5000 kg.

1.3.3.3 Marchandises exclues

Sont **exclus** de la déclaration en douane simplifiée les **marchandises**:

- qui sont soumises à un permis;
- qui sont soumises au contrôle de la taxation;
- auxquelles des actes législatifs de la Confédération autres que douaniers sont applicables;
- dont le pays de destination ne se situe pas dans la zone de sécurité européenne (pays de l'Union européenne et Norvège);
- pour lesquelles une demande de remboursement est déposée pour des marchandises étrangères en retour, pour la taxe d'incitation sur les COV, pour les redevances sur l'alcool, pour l'impôt sur la bière ou pour l'impôt sur le tabac, ou pour lesquelles une demande d'allégement douanier dans le trafic de perfectionnement est déposée.

1.3.4 Indications concernant la déclaration de marchandises réglementées au moyen d'e-dec export et d'e-dec web

1.3.4.1 Indications concernant l'assujettissement au permis

([Art. 61, al. 2, let. c. LD](#); divers actes législatifs voir [R-60](#))

Lorsqu'elle déclare des marchandises relevant de certains numéros de tarif, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit indiquer dans la déclaration en douane si ces marchandises sont assujetties au permis.

Si les marchandises ne sont soumises à aucun permis, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit indiquer le code d'assujettissement au permis 2 (exempt de permis d'après le déclarant). Ce code est l'équivalent de la mention «exempt de permis».

Pour les marchandises soumises à un permis, les dispositions des différents chapitres du [R-60](#) et les remarques du Tares sont déterminantes.

1.3.4.2 Indications concernant l'assujettissement aux ALAD

([Art. 79, al. 1, let. b, OD](#))

La personne assujettie à l'obligation de déclarer doit indiquer, dans chaque déclaration en douane, si la marchandise déclarée est soumise ou non à un ou plusieurs actes législatifs autres que douaniers (voir [R-60-0.1 Codes d'assujettissement aux ALAD et codes de genre d'ALAD dans e-dec](#)).

1.3.5 Indications concernant la déclaration de marchandises réglementées au moyen de Passar

La personne assujettie à l'obligation de déclarer doit indiquer, dans chaque déclaration des marchandises, si les marchandises déclarées sont des marchandises réglementées (assujetties au permis ou aux ALAD). Les indications correspondantes doivent être saisies dans le groupe de données «Restriction».

1.3.6 Demande de remboursement en procédure spéciale dans le trafic de perfectionnement actif et taxation sous le régime du perfectionnement actif ou passif

([Art. 79, al. 1, let. a, et 2, OD](#))

- **Demande de remboursement en procédure spéciale dans le trafic de perfectionnement actif:**

Pour que le remboursement en procédure spéciale dans le trafic de perfectionnement actif puisse être accordé, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit déjà en faire la demande dans la déclaration en douane d'exportation ou dans la DM-E. Les dispositions de la [notice 47.91](#) sont déterminantes.

Pour les prescriptions, se référer au [guide 47.90](#).

- **Taxation sous le régime du perfectionnement:**

- Perfectionnement actif

Dans la déclaration en douane ou dans la déclaration des marchandises, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit fournir les indications supplémentaires énumérées dans la [notice 47.81](#). La taxation selon la procédure simplifiée du perfectionnement actif doit faire l'objet d'une déclaration sur form. 11.71 ou 11.72 (importation) ou sur form. 11.86 (exportation) (voir aussi la [notice 47.84](#)).

Pour les prescriptions, se référer au [R-10-70](#).

- Perfectionnement passif (taxation selon le système de la suspension)

Dans la déclaration en douane ou dans la déclaration des marchandises, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit fournir les indications supplémentaires énumérées dans la [notice 47.86](#) (système de la suspension) ou dans la [notice 47.87](#) (système simplifié de la suspension).

Pour les prescriptions, se référer au [R-10-80](#).

Pour les codes de taxation et le codage e-dec export et e-dec export web, voir [l'annexe VIII](#) du [R-25](#).

1.3.7 Demandes de remboursement

([Art. 11](#) et [61, al. 2, let. b, LD](#); [art. 79, al. 1, let. a, et 2, OD](#))

La personne assujettie à l'obligation de déclarer doit demander le remboursement de façon appropriée dans la déclaration en douane ou dans la déclaration des marchandises.

Pour les codes de taxation et le codage e-dec export et e-dec export web, voir [l'annexe VIII](#) du [R-25](#).

1.3.8 Preuves d'origine

La personne assujettie à l'obligation de déclarer doit faire mention des éventuels certificats de circulation des marchandises EUR. 1 / EUR-MED qui sont présentés au niveau local pour visa et timbrage en indiquant leurs numéros dans la rubrique de la déclaration en douane qui est destinée aux documents d'accompagnement et aux mentions spéciales.

Dans la déclaration des marchandises, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit sélectionner «oui» pour l'attribut «Origine» et indiquer la preuve d'origine dans les documents d'accompagnement pour visa et timbrage par le niveau local.

Les déclarations d'origine sur facture ne doivent pas être mentionnées dans la déclaration en douane ou dans la déclaration des marchandises.

Si des preuves d'origine (CCM) doivent être authentifiées pour des envois dont le résultat de sélection est «libre» ou qui font l'objet du message «contrôle», la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit les présenter au niveau local avant l'enlèvement de la marchandise. Le niveau local peut exiger d'autres documents d'accompagnement.

1.3.9 Autres documents d'accompagnement

([Art. 25, al. 1, LD](#); [art. 80 OD](#))

Lorsque des envois sont bloqués (e-dec export) ou font l'objet du message «contrôle» (Passar) ou que le niveau local en fait la demande, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit présenter à ce dernier les documents d'accompagnement ou les transmettre dans le système E-Begleitdokument.

Sont réputés documents d'accompagnement notamment les permis, les documents de transport, les factures, les bulletins de livraison, les listes de chargement, les justificatifs de poids, les preuves d'origine, les instructions de taxation, les certificats d'analyse, les autres certificats, les attestations officielles, etc.

La personne assujettie à l'obligation de déclarer doit munir les documents d'accompagnement d'une marque d'identification permettant de les attribuer sans équivoque à la déclaration en douane ou à la déclaration des marchandises à laquelle ils se rapportent.

Elle doit en plus mentionner dans la déclaration en douane ou dans la déclaration des marchandises les documents d'accompagnement suivants:

- permis;
- certificats CITES et documents de suivi;
- autres certificats (par ex. en cas de mesures spéciales dans le domaine des ALAD).

1.4 Contrôle sommaire

([Art. 32 LD](#); [art. 84 OD](#))

Le contrôle sommaire permet de s'assurer que la déclaration en douane ou la déclaration des marchandises est formellement correcte et complète.

- **e-dec export:**

Le système informatique soumet à un test de plausibilité les données de la déclaration en douane transmises par la personne assujettie à l'obligation de déclarer. S'il décelé une erreur lors de ce test, il refuse automatiquement la déclaration en douane. La personne assujettie à l'obligation de déclarer reçoit alors un message lui indiquant la nature de l'erreur.

Si le système informatique e-dec n'a pas décelé de lacune et n'a par conséquent pas refusé la déclaration en douane, la personne assujettie à l'obligation de déclarer ne peut en déduire aucun droit.

- **Passar exportation:**

La DM-E transmise à Passar est soumise à un test de plausibilité. Si Passar décelé une erreur lors de ce test, il refuse automatiquement la DM-E. La personne assujettie à l'obligation de déclarer reçoit alors un message lui indiquant la nature de l'erreur.

Si Passar n'a pas décelé de lacune et n'a par conséquent pas refusé la DM-E, la personne assujettie à l'obligation de déclarer ne peut en déduire aucun droit.

- **e-dec web export:**

Une fois que les données ont été transmises au système informatique de l'OFDF, e-dec web export les soumet à un test de plausibilité. Le contrôle sommaire proprement dit est cependant effectué par les collaborateurs de l'OFDF.

Une fois que le test de plausibilité a été effectué avec succès, le système met la liste d'exportation à disposition. La personne assujettie à l'obligation de déclarer dispose alors d'un délai de 30 jours pour présenter la liste d'exportation à un niveau local afin que celui-ci la scanne et pour exporter les marchandises. Les collaborateurs de l'OFDF contrôlent l'exactitude formelle de la déclaration en douane et sa concordance avec les documents d'accompagnement.

Si le niveau local constate des contradictions ou des indications incorrectes lors du contrôle sommaire, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit corriger la déclaration en douane. Une correction est également nécessaire si la déclaration en douane est refusée sur la base de la version la plus récente du test de plausibilité. Étant donné que la déclaration en douane n'est pas encore acceptée à ce moment-là, il n'y a pas d'infraction.

Si le niveau local ne décelé pas de lacune et ne refuse par conséquent pas la déclaration en douane, la personne assujettie à l'obligation de déclarer ne peut en déduire aucun droit.

- **Déclaration en douane sur support papier:**

Le contrôle sommaire est effectué par les collaborateurs de l'OFDF. Il porte sur l'exactitude formelle de la déclaration en douane et sur sa concordance avec les documents d'accompagnement.

Si le niveau local constate des contradictions ou des indications incorrectes lors du contrôle sommaire, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit corriger la déclaration en douane. Étant donné que la déclaration en douane n'est pas encore acceptée à ce moment-là, il n'y a pas d'infraction.

Si le niveau local ne décèle pas de lacune et ne refuse par conséquent pas la déclaration en douane, la personne assujettie à l'obligation de déclarer ne peut en déduire aucun droit.

1.5 Acceptation de la DDE ou acceptation et activation de la DM-E

([Art. 33](#) et [69. let. a et b. LD](#); [art. 16](#) et [24 OD-OFDF](#))

- **e-dec export:**

Une fois que la déclaration en douane a passé avec succès le test de plausibilité, la personne assujettie à l'obligation de déclarer reçoit une réponse sans résultat de sélection. La personne assujettie à l'obligation de déclarer dispose alors d'un délai de 30 jours pour présenter ce justificatif d'exportation réduit à un niveau local afin que celui-ci le scanne et pour exporter les marchandises. Après avoir scanné le document, les collaborateurs de l'OFDF déclenchent la sélection. e-dec export ajoute alors la date et l'heure d'acceptation, et la déclaration en douane est soumise au processus de sélection. La déclaration en douane est ainsi réputée acceptée; elle lie la personne assujettie à l'obligation de déclarer même si elle comporte des contradictions ou des ambiguïtés par rapport aux documents d'accompagnement.

Si la déclaration en douane établie n'est pas soumise au processus de sélection dans un délai de 30 jours, les données sont automatiquement éliminées du système de l'OFDF après l'envoi d'un rappel à la personne assujettie à l'obligation de déclarer.

- **Passar exportation:**

Une fois que la DM-E a passé le test de plausibilité avec succès, Passar informe la personne assujettie à l'obligation de déclarer que la DM-E a été acceptée et qu'un numéro d'identification a été attribué (réponse DM-E).

La personne assujettie à l'obligation de déclarer dispose d'un délai de 30 jours pour activer (rendre juridiquement contraignante) auprès d'un niveau local la DM-E acceptée et pour exporter les marchandises. Passé ce délai, Passar supprime automatiquement la DM-E. La marchandise est réputée non déclarée jusqu'à l'activation de la DM-E, et la DM-E peut être corrigée à volonté.

Afin d'activer automatiquement la DM-E, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit la lier au moyen de transport (référencement au moyen de la déclaration du transport). Si la personne assujettie à l'obligation de déclarer n'établit pas de déclaration du transport, la DM-E est activée par les collaborateurs de l'OFDF (activation manuelle au moyen d'une déclaration du transport OFDF).

Une fois que la déclaration des marchandises a été activée avec succès, Passar ajoute la date, l'heure et le lieu de l'activation. La déclaration des marchandises est

Règlement 10-10 – 23 mai 2024

ainsi réputée activée; elle lie juridiquement la personne assujettie à l'obligation de déclarer même si elle comporte des contradictions ou des ambiguïtés par rapport aux documents d'accompagnement. L'OFDF peut effectuer des contrôles axés sur les risques.

Une fois que la marchandise a été libérée, Passar envoie un message à la personne assujettie à l'obligation de déclarer (libération DM-E).

- **e-dec web export:**

À l'issue du contrôle sommaire et après élimination des éventuelles contradictions, le niveau local déclenche l'acceptation de la déclaration en douane à l'aide du bouton «Acceptation de la déclaration en douane». La déclaration en douane est ainsi réputée acceptée; elle lie la personne assujettie à l'obligation de déclarer.

- **Déclaration en douane sur support papier:**

À l'issue du contrôle sommaire et après élimination des éventuelles contradictions, les collaborateurs de l'OFDF acceptent la déclaration en douane en la signant et en la munissant de l'empreinte du timbre à date. La déclaration en douane est ainsi réputée acceptée; elle lie juridiquement la personne assujettie à l'obligation de déclarer.

Sous réserve du contrôle formel et du résultat de la vérification ou du contrôle, la déclaration en douane ou la déclaration des marchandises acceptée constitue la base de la taxation et d'une éventuelle procédure pénale.

Un tirage papier de la déclaration en douane ou de la déclaration des marchandises électronique sert uniquement d'outil de travail pour le contrôle formel et pour la suite de la taxation.

1.6 Sélection

1.6.1 Sélection dans e-dec export

([Art. 17a OD-OFDF](#))

Après l'acceptation, la déclaration en douane passe par un programme de sélection. La sélection a pour effet de libérer immédiatement une part importante des envois présentés en douane.

La sélection considère les données d'en-tête et chaque ligne tarifaire séparément. Pour une déclaration en douane, plusieurs résultats de sélection sont donc envisageables. C'est cependant le critère le plus restrictif qui s'applique à la déclaration en douane complète.

Le résultat de sélection définit la suite des opérations dans la procédure de taxation:

- «bloqué»: les marchandises déclarées restent sous la garde de l'OFDF. Elles ne peuvent être enlevées qu'à l'issue du contrôle formel et d'une éventuelle vérification ou d'un autre contrôle douanier.
- «libre»: les marchandises déclarées peuvent être enlevées immédiatement ou à l'issue du contrôle douanier. Il n'y a pas de contrôle formel de la déclaration en douane (exception: envois accompagnés de preuves d'origine devant être authentifiées par le niveau local, voir [chiffre 1.2.8](#)).

1.6.2 Sélection dans Passar exportation

Une fois qu'elle a été acceptée et activée, la DM-E fait l'objet d'un examen (plausibilité, permis, etc.). Les systèmes évaluent la DM-E et génèrent des besoins de contrôle sur la base de divers paramètres. La gravité de ces besoins définit la décision de contrôle.

- Décision de contrôle «contrôle»: les marchandises déclarées restent sous la garde de l'OFDF. Elles ne peuvent être enlevées qu'à l'issue du contrôle.
- Décision de contrôle «pas de contrôle»: les marchandises déclarées peuvent être enlevées immédiatement. La déclaration des marchandises ne fait pas l'objet d'un contrôle.

1.7 Contrôle

1.7.1 Contrôle formel des DDE acceptées ou des DM-E activées

1.7.1.1 Généralités

([Art. 35](#) et [41 LD](#); [art. 80](#) et [94](#) à [99 OD](#); [art. 19a OD-OFDF](#))

Le niveau local peut contrôler les déclarations en douane ou les déclarations des marchandises acceptées et les documents d'accompagnement en tout temps durant la procédure de taxation.

- **e-dec export:**

La personne assujettie à l'obligation de déclarer doit faire un tirage papier des déclarations en douane bloquées et le présenter avec les documents d'accompagnement au niveau local ou transmet les documents d'accompagnement dans le système E-Begleitdokument (voir [chiffre 3](#)).

Sur demande, le niveau local peut prolonger le délai si ses conditions d'exploitation le permettent. La prolongation du délai est passible d'émoluments¹.

Le niveau local peut exiger que la personne assujettie à l'obligation de déclarer lui fournisse d'autres documents.

- **Passar exportation:**

La personne assujettie à l'obligation de déclarer doit imprimer les déclarations des marchandises pour les marchandises "en cours de contrôle" et les présenter avec les documents d'accompagnement au niveau local ou transmettre les documents d'accompagnement dans Chartera Input (voir [chiffre 3](#)).

Le niveau local peut exiger que la personne assujettie à l'obligation de déclarer lui fournisse d'autres documents.

Les collaborateurs de l'OFDF contrôlent les documents présentés quant à leur exactitude formelle.

À l'issue du contrôle, ils munissent le bulletin de délivrance des déclarations en douane ou des déclarations des marchandises sélectionnées en catégorie «bloqué» de l'empreinte du timbre à date. Les documents d'accompagnement ne sont pas timbrés (voir [chiffre 1.4.9](#) du

¹ Ordonnance sur les émoluments de l'OFDF ([RS 631.035](#)); [annexe, chiffre 5.12](#).

Règlement 10-10 – 23 mai 2024

[R-10-00](#)). Les collaborateurs de l'OFDF libèrent ensuite la déclaration en douane dans e-dec export ou la DM-E dans Inspecziun.

Si les collaborateurs de l'OFDF ne constatent pas de lacune et ne refusent par conséquent pas la déclaration en douane ou la déclaration des marchandises, la personne assujettie à l'obligation de déclarer ne peut en déduire aucun droit (voir [art. 32, al. 3, LD](#)).

Après le contrôle formel, le niveau local restitue à la personne assujettie à l'obligation de déclarer les documents d'accompagnement présentés physiquement afin que celle-ci les conserve pendant la durée prescrite par [l'art. 96 OD](#).

e-dec web export et déclarations en douane sur support papier:

Étant donné que la déclaration en douane n'est acceptée qu'après le contrôle sommaire par les collaborateurs de l'OFDF, le contrôle formel de la déclaration en douane acceptée est superflu.

1.7.1.2 Nouvelle présentation d'une déclaration en douane ou d'une déclaration des marchandises contestée

([Art. 35 LD](#); [art. 20 OD-OFDF](#))

Lorsqu'une déclaration en douane ou une déclaration des marchandises est contestée par le niveau local, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit la présenter à nouveau, rectifiée ou complétée et avec les documents d'accompagnement, au plus tard le dixième jour ouvrable suivant le refus (aussi possible via E-Com pour e-dec et via Chartera Input pour Passar). Sur présentation d'une demande motivée, le niveau local peut prolonger ce délai².

Si la personne assujettie à l'obligation de déclarer ne présente pas la déclaration en douane rectifiée ou la déclaration des marchandises complétée et les documents d'accompagnement nécessaires dans les délais, le niveau local peut taxer d'office les marchandises d'après l'état de fait déterminant.

En plus de l'émolument de mise en demeure, les niveaux locaux perçoivent un émolument pour la taxation d'office³.

1.7.2 Vérification

([Art. 36](#) et [37 LD](#); [art. 90](#) et [91 OD](#))

La décision de taxation à l'exportation est le justificatif le plus important pour les remboursements, pour l'exonération de la TVA, pour les décomptes dans le trafic de perfectionnement, etc. Les contrôles douaniers en général et la vérification en particulier sont par conséquent un instrument important pour empêcher la personne assujettie à l'obligation de déclarer d'entrer en possession de décisions de taxation à l'exportation pour des marchandises qui n'ont pas du tout été acheminées vers le territoire douanier étranger.

Le contrôle douanier effectué par un niveau local de frontière constitue la seule possibilité de garantir que les marchandises sont effectivement acheminées vers le territoire douanier étranger.

² Ordonnance sur les émoluments de l'OFDF ([RS 631.035](#)); [annexe, chiffre 5.12](#).

³ Ordonnance sur les émoluments de l'OFDF ([RS 631.035](#)).

L'exécution de la vérification est régie par les dispositions du chiffre 1.8 du [R-10-00](#).

Pour la vérification des tabacs manufacturés et le prélèvement d'échantillons à remplacer, ce sont les dispositions du chiffre 1.3.3 du [R-120](#) qui sont déterminantes.

1.8 Établissement et notification de la décision de taxation

1.8.1 Généralités

([Art. 38](#) et [69 LD](#); [art. 92 OD](#))

La décision de taxation sert à prouver que les marchandises qui y sont mentionnées ont été dûment taxées. Elle sert par ailleurs de base pour des remboursements, pour l'exonération de la TVA, pour des décomptes dans le trafic de perfectionnement, etc.

En ce qui concernant la décision de taxation, c'est la date d'établissement pour les marchandises déclarées au moyen d'e-dec export et la date de notification pour les marchandises déclarées au moyen de Passar qui sont déterminantes pour le calcul des délais de recours et de prescription.

1.8.2 Libération en vue du traitement ultérieur

En fonction du résultat de la sélection, la suite du traitement est déclenchée de la manière suivante:

- «bloqué» ou décision de contrôle «contrôle»:
 - **e-dec export** et **e-dec web export**: par le niveau local, à l'issue du contrôle formel et d'une éventuelle vérification ainsi qu'après apurement d'éventuelles corrections, à l'aide du bouton «Libération» ou du menu «Libération du traitement».
 - **Passar**: par le niveau local, à l'issue du contrôle ainsi qu'après apurement d'éventuels compléments.
- «libre» ou décision de contrôle «pas de contrôle»:
 - **e-dec export**: par e-dec export, automatiquement après 24 heures.
 - **e-dec web export**: par le niveau local, après acceptation de la déclaration en douane, à l'aide du bouton «Libération».
 - **Passar**: après libération automatique de la déclaration des marchandises ou après libération manuelle pour les déclarations des marchandises avec CCM.

La libération déclenche également l'envoi de toutes les communications à d'autres services (finances, statistique du commerce extérieur, SECO, OFEV, etc.).

1.8.3 Établissement de la décision de taxation

([Art. 92 OD](#))

- **e-dec export** et **e-dec web export**:

La libération pour la suite du traitement dans le système informatique de l'OFDF déclenche l'établissement d'une décision de taxation électronique (DTe). Ce fichier XML signé et crypté est mis en ligne pour téléchargement au plus tard 24 heures (sans transfert de données dans Passar) ou au plus tard quatre jours (avec transfert de données dans Passar) après la libération; à partir de ce moment, il est réputé notifié.

Les personnes assujetties à l'obligation de déclarer ne sont pas informées activement du moment où les DTe sont prêtes pour téléchargement. En cas de besoin, elles peuvent établir elles-mêmes un fichier PDF; cependant, seule la décision électronique est juridiquement valable. Le tirage papier d'un fichier PDF peut être utilisé comme outil, mais il ne possède aucun caractère légal.

- **e-dec web export:**

Le téléchargement dans e-dec web export a lieu à l'aide d'un numéro de déclaration en douane et d'un code d'accès. Ces indications sont imprimées sur la liste d'exportation.

- **Passer exportation:**

La libération de la DM-E déclenche automatiquement l'établissement de la décision de taxation. La personne assujettie à l'obligation de déclarer est alors informée du fait que la décision de taxation est disponible dans Chartera Output. La décision de taxation est réputée notifiée à compter de ce moment.

L'indication des voies de droit est régie par les dispositions du chiffre 1.9.3.3 du [R-10-00](#).

1.8.4 Établissement de duplicata

- **DTe:**

Étant donné que la personne assujettie à l'obligation de déclarer reçoit la décision de taxation sous forme électronique, aucun duplicata de DTe n'est établi. Pour les contributions à l'exportation de produits agricoles de base et les remboursements de la taxe d'incitation sur les COV, des redevances sur l'alcool ou de l'impôt sur la bière, la personne assujettie à l'obligation de déclarer doit faire figurer le code-barres dans la demande adressée à l'OFDF, Bases, ou présenter un tirage papier de la DTe (PDF).

Pour les déclarations en douane portant les codes de taxation 25, 26, 27, 28 ou 29, le système établit automatiquement un duplicata de la décision de taxation (DT) muni d'une des mentions suivantes: «DÉCISION DE TAXATION POUR LES CONTRIBUTIONS À L'EXPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES DE BASE» / «DÉCISION DE TAXATION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA TAXE D'INCITATION SUR LES COV» / «DÉCISION DE TAXATION POUR LE REMBOURSEMENT DES REDEVANCES SUR L'ALCOOL» / «DÉCISION DE TAXATION POUR LE REMBOURSEMENT DE L'IMPÔT SUR LA BIÈRE».

- **Décisions de taxation sur support papier:**

Le niveau local ne remet de duplicata de décisions de taxation qu'à la personne assujettie à l'obligation de déclarer. Les autres personnes doivent présenter une autorisation de l'ayant droit.

Le niveau local munit le double de la décision de taxation de la mention «DUPLICATA».

L'établissement de duplicata est passible d'émoluments⁴.

⁴ Ordonnance sur les émoluments de l'OFDF ([RS 631.035](#)); [annexe, chiffre 9.15](#).

1.9 Libération et enlèvement des marchandises

([Art. 40 LD](#); [art. 36](#) et [37 OD-OFDF](#))

- Les envois «bloqués» et ceux pour lesquels la recommandation de contrôle est «oui» sont réputés libérés par l'apposition de l'empreinte du timbre à date sur le bulletin de délivrance. Une fois timbré, celui-ci donne le droit de procéder à l'enlèvement des marchandises.
- Les envois dont le résultat de sélection est «libre» et ceux pour lesquels la recommandation de contrôle est «non» sont réputés libérés immédiatement. Donnent le droit de procéder à l'enlèvement des marchandises:
 - **e-dec web export et Passar**: bulletin de délivrance non timbré
 - **e-dec export**: liste d'exportation ou bulletin de délivrance non timbré

Si, en raison de particularités locales, la décision de libération ne tombe que lors du contrôle de l'enlèvement, la libération n'a lieu qu'à ce moment-là (par ex. bureaux de douane à contrôles nationaux juxtaposés).

La personne assujettie à l'obligation de déclarer doit procéder à l'enlèvement des marchandises au plus tard le jour ouvrable suivant leur libération.

Le contrôle de l'enlèvement est la dernière mesure de procédure permettant de s'assurer que toutes les marchandises mentionnées dans le bulletin de délivrance ont effectivement été acheminées vers le territoire douanier étranger ou dans un dépôt franc sous douane ou placées sous le régime de l'entrepôt douanier. Le niveau local effectue un contrôle ajusté aux risques de l'enlèvement des marchandises.

Si le placement sous le régime de l'exportation est effectué auprès d'un niveau local de l'intérieur, les marchandises doivent être conduites à la frontière sous le régime du transit.

2 Particularités

2.1 Déclaration en douane ou déclaration des marchandises subséquente pour marchandises à l'exportation non déclarées

Par analogie avec les [art. 18, al. 3](#), et [19, al. 2, let. b, LD](#), qui prévoient que les marchandises non déclarées peuvent être taxées au taux le plus élevé applicable à leur genre, les niveaux locaux peuvent accepter les demandes de déclaration en douane ou de déclaration des marchandises subséquente aux conditions suivantes:

- taxation normale (code de taxation 21; uniquement dans e-dec);
- il ne s'est pas écoulé plus de 60 jours⁵ depuis la prétendue exportation;
- l'état de fait est clair, et
- l'exportation des marchandises est prouvée de façon crédible.
Sont par exemple considérées comme des preuves de l'exportation les décisions de taxation douane étrangères et les attestations établies par des autorités douanières étrangères.

En cas de soupçon de contrebande à l'importation dans le pays de destination, le niveau local peut, sans égard aux preuves présentées, exiger du requérant une preuve de la déclaration réglementaire dans le pays d'importation. Si cette preuve ne peut pas être fournie, les dispositions régissant l'entraide administrative en matière douanière sont réservées.

Le niveau local soumet les cas douteux au niveau régional compétent.

Le niveau local perçoit un émolument⁶.

La non-déclaration de marchandises exportées peut être sanctionnée en tant qu'inobservation des prescriptions d'ordre pour autant qu'aucune infraction grave n'ait été commise.

Exception:

Si une décision de taxation à l'exportation a été révoquée faute d'apurement réglementaire d'un régime douanier ou de clôture réglementaire d'une procédure relative à la destination des marchandises (voir [chiffre 2.2](#)), il n'est plus possible de procéder à une déclaration en douane ou à une déclaration des marchandises subséquente au sens des présentes dispositions.

La région rejette les demandes portant sur une taxation subséquente en tant que marchandises étrangères en retour⁷ ou similaires, en vertu des bases légales susmentionnées.

⁵ Ce délai de péremption n'est pas inscrit dans le droit douanier en vigueur et n'y a jamais été inscrit. Il se fonde, dans le nouveau droit douanier également, sur les dispositions régissant la protection juridique (délai de recours prévu à [l'art. 116, al. 3, LD](#)). La pratique administrative appliquée par l'OFDF depuis le 1er juillet 2003 a été confirmée par le Tribunal fédéral dans l'arrêt 2C 421/2007.

⁶ Ordonnance sur les émoluments de l'OFDF ([RS 631.035](#)); [annexe, chiffre 1](#).

⁷ Le R-18 prévoit des dispositions dérogatoires propres pour les demandes concernant exclusivement le remboursement de la TVA et les demandes de remboursement pour petits envois.

2.2 Révocation de décisions de taxation à l'exportation ou nouvelles décisions de taxation à l'exportation

([Art. 49, al. 3](#), et [61 LD](#); [art. 174 OD](#))

e-dec export et e-dec web export

Le régime de l'exportation est révoqué:

- lorsqu'il n'est pas apuré réglementairement⁸;
- lorsqu'un régime de transit subséquent n'est pas apuré réglementairement, ou
- lorsque des marchandises déclarées à l'exportation sont encore entreposées dans un dépôt franc sous douane ou un entrepôt douanier ouvert au-delà du délai d'exportation.

Dans les cas de ce genre, il n'y a aucun droit à une décision de taxation.

La révocation consiste en une annulation de la déclaration en douane dans e-dec et en une révocation formelle de la décision de taxation. Si l'annulation est effectuée sur demande de la personne assujettie à l'obligation de déclarer, il n'y a pas révocation formelle.

Passer exportation

Une décision de taxation à l'exportation existante fait l'objet d'une nouvelle décision:

- lorsque la procédure relative à la destination des marchandises n'a pas été clôturée réglementairement;
- lorsqu'un transit subséquent n'a pas été apuré réglementairement, ou
- lorsque des marchandises déclarées à l'exportation sont encore entreposées dans un dépôt franc sous douane ou dans un EDO à l'échéance du délai d'exportation.

⁸ Le régime de l'exportation est réputé apuré lorsque les marchandises ont été acheminées réglementairement vers le territoire douanier étranger ou dans un dépôt franc sous douane, ou placées sous le régime du transit.

3 Calendrier et délais

Quoi	Quand	Chiffre dans le R-10-00	Chiffre dans le R-10-10
Activation de la déclaration des marchandises	Passar: au plus tard, 30 jours après l'acceptation de la déclaration des marchandises		1.5
Déclaration en douane ou déclaration des marchandises	le jour ouvrable suivant la présentation en douane	3.2.1	
Déclaration préalable	<ul style="list-style-type: none"> e-dec export / e-dec web export: au max. 30 jours avant la sélection 		1.3.1
Présentation de la déclaration en douane ou téléchargement des documents d'accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> e-dec export «bloqué»: 2 heures Passar: «en cours de contrôle»: 2 heures 	3.3	1.7.1.1
Nouvelle présentation d'une déclaration en douane ou d'une déclaration des marchandises contestée	10 jours après le refus	1.7.4	1.7.1.2
Fin de la garde des marchandises par la douane	lors de la libération par le niveau local		1.9
Enlèvement des marchandises	le jour ouvrable suivant la libération	3.4	

4 Bases légales

Les bases légales déterminantes pour le présent règlement sont mentionnées au début de chaque chiffre.